Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/La-France-doit-participer-aux-negociations-de-l

27 mars 2017

La France doit participer aux négociations de l'ONU pour l'interdiction des armes nucléaires

Ce 27 mars 2017 s'ouvrent à l'ONU les négociations pour un traité d'interdiction des armes nucléaires. Ce processus – voulu par 113 États – vise à mettre en place un instrument capable de combler le vide juridique qui entoure les armes nucléaires, en garantissant leur interdiction, en vue de leur élimination complète. Pourtant, la France refuse de participer aux négociations et la plupart des candidats à l'élection présidentielle ne se prononcent pas en faveur de l'abolition de ces armes. Ils prônent même leur modernisation. Dans ce contexte, des associations écologistes et non-violentes appellent à la multiplication des actions ce jour.

Cette phase de discussions, ouverte aujourd'hui à New York, se poursuivra cet été lors d'une session de trois semaines. À l'heure où l'ONU enclenche enfin cette initiative historique, certains acteurs voudraient la fragiliser : 35 pays dont la France, les États-Unis, la Russie, la Grande Bretagne et Israël, ont tout simplement refusé de voter le principe d'un texte interdisant les armes nucléaires. La Chine, l'Inde et le Pakistan ont préféré s'abstenir.

En plus de refuser de participer aux discussions internationales, ces puissances dotées de l'arme nucléaire prennent une direction opposée à celle voulue par l'ONU. C'est le cas de la France. De l'augmentation de son budget de Défense à la modernisation des composantes de sa force de frappe, le gouvernement français va à rebours de toute cohérence historique. En participant à la conférence des Nations Unies, la France montrerait sa volonté de respecter le Traité de Non-Prolifération qu'elle a ratifié en 1992 et particulièrement son article VI qui l'engage à « poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace. »

Les pays dotés de l'arme nucléaire doivent s'impliquer dans les négociations pour l'instauration de ce traité. À ce titre, la France doit envoyer un signal fort aux autres pays, comme l'admettent 120 députés et sénateurs français qui ont signé une proposition de loi organisant un référendum

d’initiative partagée sur cette question. Car dans un monde multipolaire caractérisé par la montée des populismes et des nationalismes, l’instabilité géopolitique croissante et le terrorisme, le seul moyen d’éviter les massacres de masse est que l’intégralité des États rejoignent l’initiative des Nations Unies pour l’abolition de cette arme de crime contre l’humanité.

Le 27 mars, nous invitons les candidats à l’élection présidentielle à prendre la mesure de cette initiative historique pour préparer un monde sans arme nucléaire. Des actions portées par Abolition des Armes nucléaires-Maison de Vigilance, Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN), Action Non-Violente ANV-Cop21, Arche de Lanza Del Vasto, Association des Médecins Français pour la Prévention de la Guerre Nucléaire, ATTAC, Coordination de l’Action Non-violente de l’Arche (CANVA), Les Amis de la Terre, Les Désobéissants, la Ligue Internationale de Femmes pour la Paix et la Liberté, le Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN), le Mouvement International de la réconciliation et le Réseau "Sortir du Nucléaire", auront lieu dans plusieurs villes (Paris, Lyon, Montpellier…). Partout en France, nous invitons les citoyens à interpeller leurs élus actuels et les candidats aux prochaines élections présidentielle et législatives, pour que change enfin la politique de la France.

En savoir plus :

L’ONU convoque des négociations pour interdire les armes nucléaires

Contacts presse :

Serge Perrin (MAN) - 06 03 80 39 95

Dominique Lalanne (Abolition des armes nucléaires) - 06 32 71 69 90

Jean-Marie Matagne (ACDN), présent en direct à l’ONU à New York, notamment pour présenter l’initiative de référendum en France - 06 73 50 76 61

Chargée de communication :

Charlotte Mijeon - 06 64 66 01 23